



HAL
open science

Etudier l'évolution des opinions au-delà des moyennes : le cas des perceptions des enjeux de défense en France dans le contexte de la guerre en Ukraine

Cyrille Thiébaud, Friederike Richter, Lou Safra

► **To cite this version:**

Cyrille Thiébaud, Friederike Richter, Lou Safra. Etudier l'évolution des opinions au-delà des moyennes : le cas des perceptions des enjeux de défense en France dans le contexte de la guerre en Ukraine. 2022. hal-03860522

HAL Id: hal-03860522

<https://hal.science/hal-03860522v1>

Preprint submitted on 18 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Etudier l'évolution des opinions au-delà des moyennes : le cas des perceptions des enjeux de défense en France dans le contexte de la guerre en Ukraine

Cyrille Thiébaud
Sciences Po (Cevipof)
cyrille.thiebaut@sciencespo.fr

Friederike Richter
Universität der Bundeswehr München / Sciences Po (Cevipof)
friederike.richter@unibw.de

Lou Safra
Sciences Po (Cevipof)
lou.safra@sciencespo.fr

Résumé :

Comprendre comment les opinions, préférences, perceptions et attitudes des citoyens se forment et évoluent est non seulement un domaine de recherche majeur de la science politique, mais aussi une problématique centrale pour l'action publique et l'analyse des politiques publiques. Ainsi, au cours du siècle passé, le recours aux sondages s'est généralisé et institutionnalisé afin de mieux saisir et quantifier ces éléments. Parallèlement, l'étude approfondie des sondages comme objet a permis d'améliorer l'outil. L'analyse d'impact s'est elle aussi perfectionnée, permettant ainsi une compréhension fine des dynamiques des comportements et des attitudes. Néanmoins, ces dynamiques ne se réduisent pas à des changements dans l'attitude moyenne d'une population. Elles peuvent également se traduire par la polarisation de l'opinion par exemple, ou encore par une augmentation de l'intérêt pour un sujet donné. Dans cette étude, à travers l'analyse des changements de perception des enjeux de défense et leur évolution suite au début de la guerre en Ukraine, nous démontrons l'importance d'aller au-delà de l'analyse des moyennes et de prendre en considération l'évolution de la distribution des réponses ainsi que celle des non-réponses. Plus précisément, notre étude illustre la complémentarité et le caractère non-redondant des informations pouvant être extraites par l'analyse de l'ensemble de ces composantes.

Mots clés : étude comparative, opinion publique, politique de défense, guerre en Ukraine, données d'enquête, effets d'information

Abstract :

Understanding how citizens' opinions, preferences, perceptions and attitudes are formed and evolve is not only a major area of research in political science, but also a central issue for public action and public policy analysis. Over the past century, surveys have been widely used to grasp and quantify these elements. At the same time, the survey tool itself has been studied and improved. Impact analysis has also been refined, providing a detailed understanding of the dynamics of behaviour and attitudes. However, these dynamics are more than just changes in the average attitude of a population. For example, they can also manifest in the polarisation of opinions, or in an increase in interest in a given topic. In this study, through the analysis of changes in the perception of defence issues and their evolution following the beginning of the war in Ukraine, we demonstrate the importance of going beyond the analysis of means and taking into consideration the evolution of the distribution of responses, as well as that of non-responses. More precisely, our study illustrates the complementary and non-redundant information that can be extracted by analysing all these components.

Key words: comparative study, public opinion, defence policy, war in Ukraine, survey data, information effects

Introduction

Hors élections, les sondages se sont imposés comme l’outil le plus largement utilisé pour connaître les préférences du public et orienter l’action des gouvernants (Burstein 2010 ; Eisinger 2008 ; Glynn et al. 1999). Ainsi, les gouvernements, les médias, les experts et les chercheurs commandent régulièrement des sondages, après de simples allocutions, lors de débats politiques qui précèdent ou suivent des prises de décision et des votes de lois, ou encore après la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques. Compte tenu de leur importance dans nos sociétés, il n’est pas surprenant que les enquêtes d’opinion soient un sujet très débattu, encore aujourd’hui, tant sur le plan normatif – concernant le rôle que l’opinion publique joue en démocratie et son influence sur le processus d’élaboration des politiques publiques – qu’empirique, concernant la validité et la fiabilité des sondages pour mesurer l’opinion publique (Glynn et al. 1999).

Cette question de la validité et de la fiabilité de l’instrument sondagier a été largement discutée depuis les années 1970, qu’il s’agisse de la pertinence des questions posées, leur formulation, leur ordre, des modalités de réponse ou encore de la constitution des échantillons (e.g. Lehingue 2007 ; Hubé 2008). Malgré ces limites bien connues, qui imposent certaines précautions dans leurs usages, les sondages présentent l’intérêt de permettre la réplication des questionnaires dans le temps. Ce faisant, ils permettent d’étudier les évolutions des opinions et les changements d’attitudes, pour évaluer notamment l’impact d’événements extérieurs, mais également celui de la mise en place de nouvelles politiques publiques. Quand il s’agit de rendre compte de ces évolutions, la comparaison des moyennes par agrégation des réponses est généralement privilégiée. Toutefois, d’autres indicateurs mériteraient d’être davantage exploités, notamment la distribution des réponses (leur convergence ou leur polarisation) et les taux de non-réponses. Ceci nous apparaît d’autant plus important que les gouvernants ont tendance à utiliser et se fier aux sondages pour ajuster, valider et évaluer leurs politiques.

L’objectif de cet article est d’illustrer l’importance de prendre en compte ces trois dimensions – la moyenne des réponses, leur distribution et les non-réponses – dans l’étude de l’évolution des attitudes, opinions et comportements, en s’appuyant sur l’analyse des perceptions des enjeux de défense avant et après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Le choc des combats, qui ont suivi l’invasion de l’Ukraine sur ordre du président russe Vladimir Poutine le 24 février 2022, a projeté les questions diplomatiques et militaires sur les agendas politiques et médiatiques des pays européens. Or, comme le remarquent Vanhoonacker et Pomorska (2013 : 1318), « pour une majorité du grand public, la politique étrangère ne présente qu’un intérêt lointain ; mais des contextes très saillants, tels que les situations de famine et les guerres, peuvent

constituer une force importante pour de nouvelles politiques »¹. En effet, la guerre en Ukraine a augmenté la visibilité de certains enjeux de défense en Europe – tels que la coopération européenne en matière de défense et de sécurité, le rôle et l’organisation de l’OTAN, la menace nucléaire, les relations avec la Russie, l’exportation d’armements – au point de provoquer des mouvements parfois importants dans l’opinion publique. En Finlande par exemple, le public est désormais largement favorable à ce que le pays intègre l’OTAN, après s’y être longtemps opposé². En Allemagne, le Chancelier Olaf Scholz a décidé, avec le soutien de l’opinion, d’augmenter le budget de la défense afin d’atteindre les 2% requis par l’OTAN, ce qui marque un revirement radical de la politique du SPD, le Parti social-démocrate d’Allemagne, sur le sujet³. Au Danemark, à la suite d’un référendum qui s’est tenu le 1^{er} juin 2022, le pays a largement voté pour mettre fin à une clause d’exemption (*opt-out*) qui lui permettait de ne pas participer à la politique de sécurité et de défense commune de l’UE depuis 1992⁴.

Dans ce contexte de crise particulièrement saillante, cet article vise à dégager les évolutions des perceptions des enjeux de défense en France en période de crise, à partir de données originales collectées dans le cadre du projet OPIDEF⁵. Nous comparons les résultats de deux sondages menés avant la guerre en Ukraine (en période routinière, à l’été 2021) et au début de cette guerre (en avril 2022) en fonction de quatre attributs : les dimensions émotionnelle, concrète, personnelle et sociétale de ces enjeux. Nous montrons que cette guerre a pu faire changer les perceptions qu’avait le public de certains enjeux, alors que d’autres n’ont été que peu touchés ; que certains enjeux ont évolué sur certaines dimensions (ou attributs) mais pas – ou peu – sur d’autres ; et surtout que selon les enjeux et leurs attributs, l’opinion a pu évoluer différemment, selon que nous analysons la moyenne des réponses, leur répartition ou le taux de non-réponse. Nous illustrons ainsi la complémentarité et le caractère non-redondant des informations pouvant être extraites de l’analyse de l’ensemble de ces composantes.

¹ “For a majority of the general public, foreign policy tends to be of remote interest. Highly salient issues such as mass starvation situations and emerging wars can be an important force for new policies.”

² <https://blogs.prio.org/2022/05/finland-and-swedens-move-to-nato/>, consulté le 15 novembre 2022.

³ “Germany unites behind chancellor’s historic U-turn on arming Ukraine”, The Guardian, 2 mars 2022.

⁴ <https://www.reuters.com/world/europe/denmark-looks-set-join-eus-defence-policy-exit-poll-by-public-broadcaster-dr-2022-06-01/>, consulté le 15 novembre 2022.

⁵ [Public opinion, democratic accountability and evaluation of defence: towards a new comparative research agenda](#)

Etude de l'évolution des opinions

Dans l'étude de l'opinion publique, les sondages se fixent comme premier objectif de connaître les préférences des individus sur différents enjeux et questions politiques de façon statique, à un instant t . Dans le cadre de ces enquêtes transversales, on se demande qui pense quoi, si certains profils socio-démographiques sont associés à certaines opinions ou attitudes, si certaines préférences sont corrélées entre elles, etc. Par leur réplicabilité, les sondages permettent également d'analyser les dynamiques des opinions et attitudes, c'est-à-dire la façon dont celles-ci évoluent et varient (ou non) dans le temps. Dans le cadre de ces enquêtes longitudinales, on se demande si, au sein d'une population donnée, une évolution ou un changement dans le contexte se traduit par des changements d'opinion au fil du temps.

En effet, les opinions des citoyens ne sont pas fixes ; au contraire, elles sont réactives au contexte, aux informations reçues, à la communication des élites, aux événements extérieurs, à des changements de politique, etc. Etudier ces dynamiques suppose de réitérer les enquêtes d'opinion dans le temps afin de documenter la stabilité ou la variabilité des préférences des citoyens sur une période donnée. C'est l'objectif que se donnent les enquêtes par panels – des études longitudinales au cours desquelles un même groupe de participants est interrogé sur des questions identiques à plusieurs reprises au fil du temps – ou les enquêtes barométriques – des études transversales dont les questionnaires, ou au moins certaines questions, sont systématiquement repris à chaque vague. Un cas spécifique de l'étude des dynamiques de l'opinion est l'analyse de l'impact d'un événement particulier, qu'il s'agisse d'un événement imprévisible (comme la pandémie de COVID-19 ou, comme ici, la guerre en Ukraine) ou contrôlé (tel que la mise en place d'une politique publique). Dans ce cas, la dimension temporelle – les opinions avant / après l'évènement – est essentielle. Plusieurs outils économétriques ont été proposés pour établir les liens de causalité entre un événement et un changement d'opinion, comme la mise en place d'essais randomisés dans le cadre de l'évaluation d'impact de politiques publiques, et l'étude de situations quasi-expérimentales et de chocs exogènes pour l'analyse d'évènements non contrôlables. Néanmoins, la question des données disponibles est souvent cruciale : quand il s'agit d'un événement non prévu, par définition, les enquêtes n'ont pas pu l'anticiper. Bien que cette méthode ne permette pas d'établir avec certitude des liens de causalité – d'autres éléments propres à l'enquête elle-même ou relatifs au contexte pouvant intervenir – les chercheurs ont généralement recours aux enquêtes de type barométrique, et comparent les réponses des vagues conduites avant la survenue de l'évènement et celles des vagues conduites après (e.g. Serricchio et al. 2012 ; Brouard et al. 2018). Pour notre

étude, nous avons suivi cette même logique : après le début de la guerre en Ukraine, nous avons répliqué, en avril 2022, un sondage mené pour la première fois en juin-juillet 2021.

L'étude des dynamiques d'opinion ne pose pas seulement la question de la mesure de l'opinion dans le temps ; elle pose également celle de l'analyse des variations observées. Alors que les analyses faites sur les opinions à un instant t rapportent souvent la distribution des réponses, dans le cadre des enquêtes longitudinales, les changements observés dans l'opinion publique sont souvent mesurés en comparant les variations des moyennes de l'ensemble des réponses ou des résultats de différentes sous-catégories (en comparant, par exemple, les sous-totaux des réponses favorables et défavorables). Toutefois, comme l'importance donnée à la description de la répartition des réponses dans les étapes préliminaires d'analyse des enquêtes le démontre, les moyennes et les réponses agrégées ne donnent que des informations incomplètes sur les opinions, et a fortiori sur leurs évolutions.

En effet, d'un point de vue théorique, les opinions peuvent ne pas avoir changé *en moyenne*, mais leur distribution peut avoir évolué soit vers plus de convergence au centre, soit vers plus de polarisation aux extrémités (Figure 1). On peut aussi imaginer qu'à une question demandant aux interrogés de choisir entre quatre modalités de réponse, telles que « très défavorable », « plutôt défavorable », « plutôt favorable » et « très favorable », les proportions des sous-totaux favorables et défavorables restent stables, mais la répartition entre les différentes sous-catégories aient évolué : les modalités extrêmes peuvent avoir récolté plus de réponses que dans une étude précédente, ou inversement, les modalités modérées ont pu progresser. Autrement dit, lorsque la question propose des modalités de réponses hiérarchisées – comme par exemple, une échelle de notation sur laquelle les répondants doivent indiquer leur position – savoir à quel point les réponses convergent, soit vers le centre soit sur un autre point de l'échelle (distribution unimodale), ou se polarisent aux extrémités (distribution bimodale voire multimodale) est une information essentielle : cela permet de déterminer le degré d'accord parmi les répondants (Van der Eijk 2001).

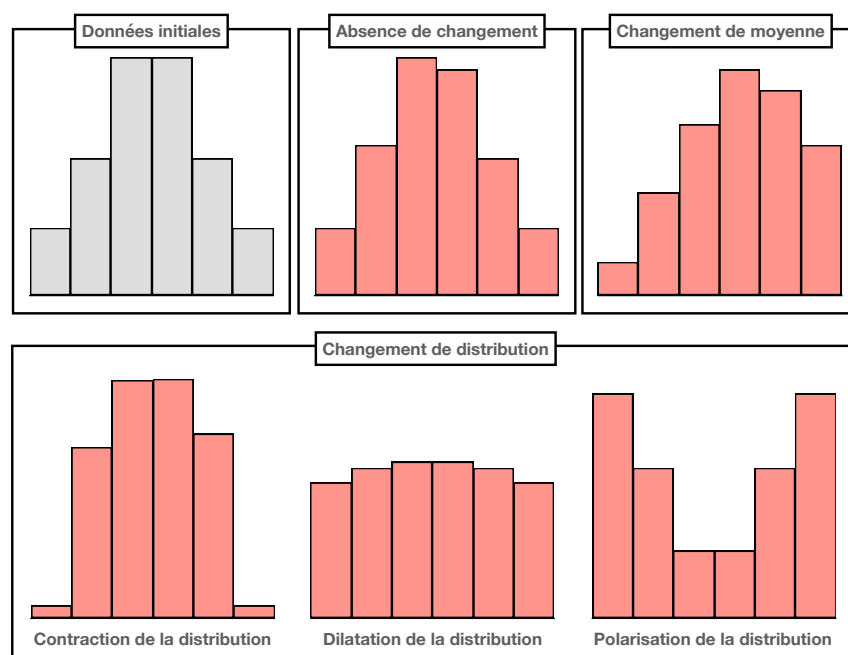


Figure 1. Illustration des différences possibles entre des données initiales et des données obtenues après un événement

Les données obtenues avant (données initiales, en gris) et après un événement (en rouge) peuvent différer sur leur moyenne uniquement ou sur leur distribution (contraction, dilatation ou polarisation de la distribution suivante par rapport à la distribution initiale).

L'étude de la distribution des réponses importe tout d'abord à cause des effets que la polarisation de l'opinion peut avoir sur l'action publique. En effet, dans un pays fortement polarisé, la recherche de compromis entre les différents partis au sein des institutions démocratiques est rendue plus difficile (McCoy et al. 2018). Ainsi plusieurs outils statistiques ont été développés pour mesurer le degré de polarisation de l'opinion aussi bien sur des échelles ordinales, nominales, discrètes que continues (Bauer 2019). Au niveau des politiques publiques, connaître la répartition des préférences d'une population peut offrir des éclairages cruciaux sur l'état des rapports de force : cela permet de savoir si la décision prise ou la mesure mise en place risque de rencontrer une opposition forte ou modérée, ou au contraire si elle est fortement soutenue ou seulement modérément.

La mesure de la variabilité de l'opinion ne se limite pas à celle de la polarisation des réponses : elle concerne aussi la distribution de ces dernières parmi différents groupes sociaux, un élément central pour évaluer à quel point les politiques publiques sont équitables. En effet, on peut imaginer qu'une politique soit soutenue par une majorité de répondants tout en rencontrant malgré tout une forte opposition dans un groupe spécifique de la population. Cette opposition ne se verra pas si seules les moyennes agrégées sont étudiées. Elle sera d'autant plus invisible s'il s'agit d'un groupe marginalisé dont la parole a peu d'écho dans l'espace public. Cette question est d'autant

plus importante que tous les groupes ne sont pas nécessairement équitablement concernés par la mise en place d'une politique ou l'impact d'une crise. Ainsi, un groupe de taille réduite mais particulièrement impacté par celles-ci peut voir son opinion noyée dans la moyenne sans une analyse précise des distributions. Dans cette perspective, rendre compte des opinions par catégories d'âge, socio-professionnelles, de niveau d'éducation, etc. permet de mieux saisir la diversité des opinions au sein de la société.

Cependant, la sensibilité de la mesure de l'opinion de ces différentes catégories et sous-catégories est souvent inéquitablement répartie. En effet, certaines catégories bénéficient d'un nombre de répondants plus important que d'autres en raison de problèmes d'accessibilité de certaines populations ou de leur refus de participer (e.g. Brehm 1993 ; Singer 2006). D'un point de vue appliqué, la prise en compte de la diversité des opinions apparaît néanmoins comme un élément clé pour l'évaluation de l'action publique : elle permet d'identifier les possibles points de clivages et d'anticiper de possibles résistances à l'action publique associées à des groupes spécifiques de la population, invisibles dans l'analyse des moyennes et des grandes tendances. D'un point de vue éthique, cela permet de mettre en évidence l'opposition à une politique ou une mesure mise en place émanant d'un groupe certes minoritaire mais qui serait particulièrement vulnérable. Ainsi, l'analyse des distributions offre un outil simple permettant d'approcher ces objectifs d'efficacité et d'équité dans la mise en place de politiques publiques.

Enfin, une forme de diversité de l'opinion souvent laissée de côté lors de l'analyse des changements d'opinion du public est la question des non-réponses à certaines questions de l'enquête, les NSP (*ne se prononce pas*). Les refus de répondre à une question sont un indicateur ambigu : ils peuvent signifier un manque de connaissance sur le sujet, mais ils peuvent aussi révéler une incapacité à choisir une modalité de réponse en raison de l'ambivalence des préférences ou d'une forte incertitude, une volonté de ne pas donner son avis en raison d'un certain mécontentement envers les questions posées ou d'un biais de désirabilité, ou simplement l'absence d'une opinion par indifférence (Purdam et al. 2020 ; Grichting 2007). Les NSP posent ainsi des questions méthodologiques tant au moment de la réalisation du questionnaire (faut-il inclure une telle option dans les modalités de réponse ? Faut-il privilégier une modalité neutre ou médiane ?) que de l'interprétation des résultats (Durand et Lambert 1988). Dans ce dernier cas, parce qu'ils sont difficiles à interpréter, les NSP sont bien souvent mis de côté lors de l'analyse des changements d'opinion. Les non-réponses sont traitées comme des données manquantes, au risque de perdre une information importante sur le profil des répondants qui choisissent cette option et sur les questions ou les sujets qui ont récolté plus ou moins de NSP. Néanmoins, les non-réponses permettent d'estimer ce rapport particulier à une question donnée, et, bien que son interprétation

doive être discutée de façon précise, la mesure de l'évolution au cours du temps de ce rapport reste informative : en rendant saillant un enjeu, un événement extérieur peut-il avoir un impact sur le taux de non-réponses ? Les citoyens, dont on peut supposer qu'ils sont alors mieux informés et plus préoccupés par le sujet, deviennent-ils plus enclins à s'exprimer sur cet enjeu ? Un ou des groupes de répondants en particulier sont-ils plus susceptibles de recourir à cette modalité de réponse ? Sont-ce les mêmes profils de répondants qui choisissent cette réponse avant et après la survenue de l'événement ?

Ici encore, la prise en compte de cet indicateur est loin d'être superflue pour l'analyse de l'action publique : il permet notamment de quantifier les effets d'information. En effet, l'information importe pour la formation des préférences. Il a ainsi été démontré que si le public était mieux informé sur la politique, les opinions différeraient, ce qui, à son tour, aurait un impact sur les préférences collectives (Althaus 1998, 2003 ; Gilens 2001). On suppose généralement que la qualité des opinions des citoyens dépend de leurs connaissances politiques (Delli Carpini et Keeter 1997). La qualité des opinions renvoie notamment à des critères de stabilité dans le temps, de cohérence (avec les valeurs et les opinions tenues sur d'autres enjeux), mais aussi au degré de conviction des répondants, leur acceptation des conséquences de leurs préférences en termes de choix politiques et l'optimisation de leurs intérêts (Price and Neijens 1997 : 345-346). Or tous ces critères reposent sur les informations dont disposent les citoyens (Lupia et McCubbins 1998) : plus ils sont informés sur un enjeu, plus leurs opinions ont des chances d'être stables, cohérentes, fondées et assumées. Ces effets d'information ne se limitent d'ailleurs pas à des changements d'opinion : en réduisant le manque de connaissances des répondants sur un enjeu donné, ils concernent également le développement d'une opinion et la volonté de l'exprimer lors des enquêtes et dans le débat public. L'information disponible dépend de plusieurs facteurs, dont certains varient d'un individu ou d'un groupe social à l'autre (par exemple, elle peut dépendre du niveau d'éducation ou de politisation des citoyens) ou d'un enjeu à l'autre (par exemple, en fonction de la saillance de l'enjeu). Or ce niveau de connaissance peut également évoluer, en l'occurrence si l'information sur un enjeu donné gagne en visibilité et disponibilité en raison de l'actualité, comme on peut l'observer pour les enjeux militaires dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Le cas particulier des opinions sur la défense

L'étude présentée dans cet article vise à mesurer les dynamiques d'opinion dans le secteur spécifique des politiques de défense. La question de la place que tient le public dans la prise de décision et de son influence sur les gouvernants dans ce domaine spécifique oppose deux approches théoriques : une approche libérale et une approche réaliste (Drezner 2008). D'un côté, les libéraux estiment que le public doit être pris en considération dans l'élaboration des politiques de défense et qu'un contrôle démocratique doit s'exercer sur la politique étrangère, comme sur n'importe quelle autre politique. A l'inverse, les réalistes soulignent « l'indispensable rattachement de la politique extérieure au chef de l'exécutif et la nécessaire indépendance de l'exécutif tant par rapport aux citoyens qu'à l'égard du pouvoir législatif » et donc « de fait, réserve au pouvoir exécutif le privilège exclusif de la conduite des affaires diplomatiques et stratégiques » (La Balme, 2002 : 8 et 16). Or cette approche « réaliste » s'accompagne d'une vision « minimaliste » de l'opinion publique. Fondée sur le « consensus Almond-Lippmann » élaboré dans les années 50, elle affirme que les citoyens manqueraient d'intérêt pour la politique en général, et plus encore pour la politique étrangère éloignée de leur quotidien, et de connaissances à son sujet. Par conséquent, leurs opinions seraient superficielles, peu structurées, incohérentes et instables, ce qui entraînerait des changements d'opinion erratiques. Les décideurs ne devraient donc pas se fier à cette opinion publique jugée irrationnelle pour élaborer les politiques diplomatiques et militaires (Almond 1950 ; Drezner 2008 ; Holsti 1992, 2004 ; La Balme 2002 ; Sinnott 2000).

Une décennie plus tard, Philip Converse (1964) étaye empiriquement ce « paradigme minimaliste ». Il analyse des enquêtes menées auprès du public américain et montre que l'opinion de masse est effectivement beaucoup plus volatile et moins cohérente que les opinions des élites, en raison d'un système de croyances moins contraignant idéologiquement. Converse soutient que la plupart des individus préfèrent répondre au hasard aux questions de sondages – comme s'ils jouaient à pile ou face – plutôt que de reconnaître leur ignorance. Selon lui, ces réponses données au hasard reflètent des « non-attitudes ». Elles expliquent le manque de stabilité et de cohérence de l'opinion publique dans le temps et d'une question à l'autre. En outre, ces « non-attitudes » ne sont pas uniformément réparties dans l'ensemble des politiques publiques : Converse démontre que plus une question est abstraite et éloignée des préoccupations quotidiennes des citoyens, telle que les enjeux de défense, plus les gens sont susceptibles de répondre de manière aléatoire. Ce désintérêt et ce manque de cohérence présumés des citoyens n'incitent pas à leur demander leur opinion sur ces sujets. Aussi, comparé à d'autres domaines des politiques publiques, comme

l'éducation ou la santé, la défense souffre d'un manque d'enquêtes pour mesurer l'opinion publique, et donc de connaissance de celle-ci, ce qui rend plus difficile la prise en compte des préférences des citoyens dans le débat.

Néanmoins, depuis les années 1990, le point de vue minimaliste a fait l'objet de critiques soutenues (Holsti 1992 ; Sinnott 2000 ; Sniderman 1998). Plusieurs études ont montré que le public est capable d'émettre des opinions rationnelles sur la politique étrangère (par exemple, Aldrich et al. 1989 ; Aldrich et al. 2006 ; Holsti, 1992, 2004 ; Hurwitz & Peffley, 1987 ; Page & Shapiro 1992 ; Shapiro & Page 1988). Le principal argument de contestation du paradigme minimaliste porte sur l'opinion agrégée. Dans une étude devenue une référence, Shapiro et Page (1988) montrent que l'opinion publique américaine a de véritables préférences, stables et cohérentes, qui sont bien plus que des « non-attitudes », et qu'il n'y a pas de changement soudain et fréquent. Quand les opinions changent, ce n'est pas sans raison de façon extravagante, mais au contraire de façon prévisible, sensée et compréhensible au regard de nouvelles informations disponibles ou, s'agissant de politique étrangère, d'une reconfiguration de la scène internationale ou des événements marquants que tout citoyen sensé prendrait en considération (notamment des guerres ou des crises). Shapiro et Page (1988 : 12) mettent ainsi en évidence que le public est « sensible aux meilleures informations disponibles ». Thiébaud (2015), dans ses recherches sur les opinions et la défense européenne, a par ailleurs démontré que l'opinion publique française est stable et réactive aux événements internationaux. Rapportés au contexte extérieur tel que relayé par les médias et présenté par les élites, les changements dans l'opinion qui se produisent font sens : ils sont raisonnables et prévisibles (non seulement il y a changement comme on peut s'y attendre, mais en plus le changement va dans le sens attendu).

À travers l'étude de l'évolution de la perception des enjeux de défense en France après le début de la guerre en Ukraine, cette recherche vise à démontrer comment l'analyse des moyennes, des distributions et des taux de non-réponse peut fournir des informations complémentaires dans le cadre d'études longitudinales. Le début de la guerre ayant rendu les enjeux de défense plus visibles dans l'espace public, il semble possible de prédire une intensification de leurs perceptions suivant les quatre attributs de notre étude. Ainsi, nous pouvons supposer qu'en moyenne, ces enjeux devraient avoir gagné en intensité émotionnelle, être vus comme plus concrets et plus importants pour la société, et que les citoyens devraient se sentir plus concernés personnellement. Ceci devrait être particulièrement vrai pour les enjeux directement liés à cette guerre, tels que la coopération internationale en matière de sécurité et de défense (au sein de l'OTAN, de l'ONU et de l'UE), la dissuasion nucléaire ou encore les relations diplomatiques avec la Russie. En outre, nous pouvons également supposer que le consensus au sein de la population concernant ces

perceptions s'est renforcé dans ce contexte de guerre, et que la proportion de « sans opinion » a diminué.

Méthodologie : enjeux de défense et perceptions de leurs attributs

Depuis le début de l'offensive russe en février 2022, la guerre en Ukraine a été – et continue d'être – largement couverte par les médias. A titre d'exemple, toutes les Unes du *Monde* et de *Libération* du 26 février au 16 mars 2022 portent sur celle-ci⁶. Il est donc peu étonnant que, selon les sondages, la guerre en Ukraine soit parmi les principales préoccupations des Français au printemps 2022, en pleine campagnes présidentielles et législatives⁷. Au-delà de la couverture des combats, cette guerre a également suscité de nombreux débats et analyses sur des questions de défense telles que la menace nucléaire ou l'élargissement de l'OTAN⁸, habituellement peu traitées par les médias. Dans ce contexte de crise qui a donné une visibilité inédite aux enjeux de défense, l'objectif de cette recherche est d'étudier l'évolution des perceptions qu'en ont les Français et de montrer l'impact que nos choix méthodologiques peuvent avoir pour une telle analyse.

Loin de se réduire à son aspect opérationnel ou budgétaire, la défense est une politique multi-dimensionnelle qui recouvre différents sujets plus ou moins visibles dans l'espace public : la question du personnel des forces armées (leur recrutement, leur formation, leur rémunération, etc.), celle du matériel et de l'équipement des armées (leur production, leur importation et exportation, leur entretien, etc.), celle des opérations et des missions des forces armées (sur le territoire national et à l'étranger, les opérations de maintien de la paix, humanitaires, de combat, etc.), et celle des coopérations et des alliances auxquelles les pays européens participent (à l'OTAN, à l'ONU, ou encore au sein de l'UE dans le cadre de la PSDC) (Richter 2022). Afin de couvrir tous ces aspects, nous avons établi une liste de vingt enjeux relevant de la politique de défense.

⁶ <https://www.acrimed.org/Medias-et-Ukraine-la-guerre-en-continu#nb4>, consulté le 16 novembre 2022.

⁷ Par exemple, d'après la [sixième vague de l'enquête électorale 2022](#) réalisée par IPSOS pour le Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et *Le Monde*, la guerre en Ukraine est la seconde préoccupation des Français lorsqu'ils pensent à la situation du pays, après le pouvoir d'achat mais avant l'environnement, le système de santé et l'immigration (terrain conduit du 2 au 3 mars 2022, auprès d'un échantillon représentatif de 3599 personnes âgées de 18 ans et plus). En avril, [lors de la neuvième vague](#), ces préoccupations et leur ordre sont identiques (2-4 avril 2022, 12600 personnes âgées de 18 ans et plus). En mai 2022, [lors de la onzième vague](#), la guerre en Ukraine passe en quatrième position, derrière le pouvoir d'achat, l'environnement et le système de santé, mais devant les retraites, l'immigration, la délinquance et les inégalités sociales (16-19 mai 2022, 11247 personnes âgées de 18 ans et plus).

⁸ Voir par exemple, la tribune de Jean-Sylvestre Mongrenier dans *Le Monde*, « Le possible élargissement de l'OTAN à l'Ukraine doit être sérieusement considéré et discuté », 15 avril 2022 ; celle de Bernard Guetta dans *Libération*, « Elargissement de l'Otan: il ne faut pas ménager Vladimir Poutine », 16 mai 2022 ; « [Guerre en Ukraine et menace\(s\) nucléaire\(s\)](#) », Edito de Pascal Boniface, IRIS, 14 juin 2022 ; « La guerre en Ukraine ravive les débats sur la dissuasion nucléaire », *Le Monde*, 27 septembre 2022.

Cette liste a été établie à partir de deux sources. La première repose sur une recension des sujets de défense abordés dans la presse quotidienne nationale. La première vague de notre étude (en juillet 2021) ayant été conduite en Allemagne, France et Royaume-Uni, nous avons recensé les questions de défense rapportées dans la presse de ces trois pays via l'analyse de trois quotidiens de référence, respectivement le *Süddeutsche Zeitung*, *Le Monde* et *The Guardian* ces trente dernières années. Nous avons choisi de remonter aux années 1990 afin de couvrir les grandes transformations qui ont marqué les politiques de défense depuis la fin de la guerre froide : entre autres, la professionnalisation des armées, l'eupéanisation de la défense, la projection des forces armées dans le cadre d'interventions extérieures, la sécurisation de la défense. Afin de ne pas présupposer des sujets que la presse aborderait, nous avons choisi de rechercher dans les bases de données en ligne (en l'occurrence Factiva) les articles qui traitaient de ces enjeux à partir du nom des différents ministres de la Défense ayant occupé ce poste depuis la fin de la guerre froide dans chacun des trois pays, couplé au terme « défense » ou « politique de défense ». Nous avons ensuite survolé les articles collectés (lecture du titre et premier paragraphe notamment) afin de relever les enjeux traités. La seconde source repose sur la lecture de documents officiels, tels que les *Livres Blancs* de la défense en France (1994, 2008 et 2013) et la *Revue stratégique* (2018). Nous avons également consulté les documents équivalents en Grande-Bretagne (dont le Defence Command Paper de 2021, les Strategic Defence Reviews de 1998, 2010 et 2015, le Defence White Paper *Delivering Security in a Changing World* de 2003, et *Options for Change* de 1990) et en Allemagne (notamment les Livres Blancs (*Weißbuch*) de la défense de 1994, 2006 et 2016). L'objectif de cette consultation était de valider la liste que nous avons établie à partir de la revue de presse et de vérifier que ces enjeux font l'objet de décisions politiques de la part des responsables politiques.

Toutefois, nous avons retiré de la liste quatre enjeux de défense pour la seconde vague de l'étude, conduite en France uniquement. Il s'agit des enjeux qui nous semblaient les plus éloignés des questions débattues dans le cadre de la guerre ukrainienne et de ses effets sur la politique de défense nationale française. En effet, le questionnaire de la seconde vague était plus long car il incluait des questions spécifiques au contexte de la guerre. Nous avons donc choisi de raccourcir la liste des enjeux soumis à l'évaluation des répondants pour éviter un possible effet de lassitude. Le tableau ci-dessous (Tableau 1) présente cette liste d'enjeux lors des deux vagues de l'enquête.

Tableau 1. Présentation des enjeux sélectionnés pour la première vague (juin-juillet 2021) et la deuxième vague (mars-avril 2022) de l'enquête OPIDEF.

Enjeu	Catégorie	Vague 1	Vague 2
Les forces armées en tant qu'employeur	Défense	Oui	Oui
Les conditions de déploiement des forces armées à l'étranger	Défense	Oui	Oui
Le service militaire	Défense	Oui	Oui

Les coûts d'acquisition et d'entretien des équipements des forces armées	Défense	Oui	Oui
La rémunération et les avantages sociaux des personnels des forces armées	Défense	Oui	Oui
Les coûts financiers du déploiement des troupes à l'étranger	Défense	Oui	Oui
Les dépenses publiques consacrées à la défense	Défense	Oui	Oui
La coopération en matière de défense au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU)	Défense	Oui	Oui
La coopération européenne en matière de défense	Défense	Oui	Oui
La coopération au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	Défense	Oui	Oui
La coopération bilatérale en matière de défense (c'est-à-dire la coopération entre deux Etats)	Défense	Oui	Non
Le commerce des armes (y compris l'exportation et l'importation d'armes)	Défense	Oui	Oui
Le maintien d'une industrie de défense nationale	Défense	Oui	Oui
La dissuasion nucléaire	Défense	Oui	Oui
Les pertes militaires lors des opérations des forces armées	Défense	Oui	Oui
Les missions et opérations des forces armées sur le territoire national	Défense	Oui	Non
Les missions humanitaires et en cas de catastrophe des forces armées	Défense	Oui	Oui
Les opérations de combat de haute intensité des forces armées	Défense	Oui	Oui
Les pertes civiles lors des opérations des forces armées	Défense	Oui	Oui
Les actions du ministère des Armées en matière de cybersécurité	Défense	Oui	Oui
Les actions du ministère des Armées dans la lutte contre le terrorisme	Défense	Oui	Non
Les intérêts stratégiques de la France en Afrique	Défense	Oui	Oui
Les intérêts stratégiques de la France au Moyen-Orient	Défense	Oui	Non
Les relations diplomatiques et militaires avec la Russie	Défense	Oui	Oui
<hr/>			
Les inégalités en matière d'éducation	Education	Oui	Oui
La rémunération et les avantages sociaux des enseignants	Education	Oui	Oui
Les dépenses publiques consacrées à l'éducation nationale	Education	Oui	Oui
Les dépenses publiques consacrées à l'environnement	Environnement	Oui	Oui
La gestion et le recyclage des déchets	Environnement	Oui	Oui
La protection de la biodiversité	Environnement	Oui	Non

En plus des enjeux de défense, nous avons intégré aux questionnaires des enjeux portant sur l'environnement et sur l'éducation (Tableau 1). L'objectif était d'utiliser ces enjeux comme point de comparaison, dans la mesure où ils sont en général plus saillants que les questions de défense mais a priori moins impactés par la guerre en Ukraine. En effet, nous supposons que cette guerre a pu avoir un effet sur les perceptions qu'ont les individus des enjeux de défense en les rendant plus visibles qu'en période routinière. Comparer de possibles évolutions des perceptions de la défense à celles d'autres enjeux, généralement plus visibles mais non impactés par la guerre, nous permettait de nous assurer que les différences observées entre les deux vagues pouvaient être expliquées par cette crise plutôt que résulter d'un effet de questionnaire par exemple.

Pour ce qui est du questionnaire lui-même, il était demandé aux répondants d'indiquer leurs perceptions de ces différents enjeux selon quatre attributs, sur une échelle de six points : une dimension émotionnelle (« *Sur une échelle de 1 à 6, pouvez-vous indiquer à quel point chaque sujet vous semble intense émotionnellement ?* ») ; une dimension renvoyant à l'« obtrusivité » de l'enjeu, c'est-à-dire à quel point les répondants en ont une expérience personnelle (« *Sur une échelle de 1 à 6, pouvez-vous indiquer à quel point vous vous sentez concerné.e personnellement par chaque sujet ?* ») ; une dimension évaluant à quel point chaque sujet semble « concret, c'est-à-dire à quel point vous arrivez à imaginer ou à vous représenter ce à quoi le sujet renvoie ? » ; et enfin une dernière dimension concernant l'importance de l'enjeu pour la société (« *Sur une échelle de 1 à 6, pouvez-vous indiquer à quel point chaque sujet vous semble important pour la société ?* »).

Nous avons choisi une échelle à six points – allant de « pas du tout intense émotionnellement / concerné.e personnellement / concret / important pour la société » à « très intense émotionnellement / concerné.e personnellement / concret / important pour la société » – pour plusieurs raisons. Tout d'abord, proposer une échelle avec un nombre pairs d'options permet d'éviter un point médian qui pourrait être utilisé par les répondants pour se défaire. Ensuite, une échelle à six points permet d'obtenir un certain degré de précision dans les réponses, sans pour autant rendre le choix trop difficile en offrant de trop nombreuses nuances dans les modalités de réponses. En dessous de cette échelle, les répondants avaient la possibilité de choisir comme réponse « Je ne sais pas à quoi cet enjeu fait référence » afin d'exprimer leur ignorance sur la question posée. Il est important de noter que les questions pour les différents attributs étaient présentées dans différents blocs, dont l'ordre était aléatoire pour chaque répondant. Au sein de chacun des quatre blocs, chaque enjeu était présenté sur une nouvelle page là aussi dans un ordre aléatoire pour chaque répondant. Il s'agissait ainsi de limiter de possibles effets d'ordre des questions sur les réponses recueillies.

Après avoir indiqué leurs perceptions des enjeux de défense pour chacun des quatre attributs, les participants étaient invités à répondre à des questions sur leurs liens avec le secteur de la défense afin de mesurer leur proximité avec ce secteur, leurs connaissances du secteur militaire et de la politique en général, ainsi que des questions sur des attitudes individuelles et politiques. Ils terminaient l'enquête en renseignant leurs caractéristiques démographiques.

Caractéristiques des échantillons

Nous avons interrogé deux échantillons représentatifs de la population française en termes d'âge, de genre, de lieux de résidence (par région) et de diplômes, obtenus par la méthode des quotas,

entre le 5 juillet 2021 et le 1^{er} août 2021, puis entre le 18 mars 2022 et le 6 avril 2022 (Tableau 2). Le premier échantillon, testé avant le début de la guerre en Ukraine, est constitué de 1024 participants (526 femmes et 498 hommes), âgés de 18 à 78 ans (âge moyen : 46 ans \pm 15 d.s.). Le second échantillon, testé après le début de la guerre en Ukraine, est constitué de 1006 participants (516 femmes et 490 hommes), âgés de 18 à 85 ans (âge moyen : 50 ans \pm 17 d.s.).

Tableau 2. Caractéristiques démographiques des échantillons testés

Les valeurs entre crochet indiquent les âges minimum et maximum.

		Vague 1	Vague 2
Genre	Femmes	526	516
	Hommes	498	490
Age		46 ans \pm 15 d.s. [18 ans – 78 ans]	50 ans \pm 17 d.s. [18 ans – 85 ans]
Diplômes	Aucun diplôme	57	20
	BEPC, Brevet des collèges, DNB	100	62
	CAP, BEP	294	214
	Baccalauréat général, technologique ou professionnel	252	324
	Diplôme d'études supérieures	321	386
Région	Auvergne-Rhône-Alpes	115	123
	Bourgogne-Franche-Comté	43	42
	Bretagne	68	64
	Centre-Val de Loire	40	39
	Corse	7	1
	Grand Est	93	87
	Hauts-de-France	82	95
	Île-de-France	189	189
	Normandie	52	50
	Nouvelle-Aquitaine	99	91
	Occitanie	95	91
	Pays de la Loire	61	57
	Provence-Alpes-Côte d'Azur	80	77

Analyses statistiques

L'ensemble des analyses ont été réalisées sur les échantillons pondérés afin de représenter des échantillons représentatifs de la population française.

Étude des enjeux de défense agrégés

Dans un premier temps, nous avons analysé les résultats en agrégeant les réponses de tous les participants et en calculant les moyennes pour chaque enjeu de défense sur chacune des quatre dimensions. Trois types d'analyses ont alors été conduites : des tests de Student pour comparer les moyennes avant et après le début de la guerre en Ukraine ; des régressions linéaires mixtes pour comparer les changements de moyennes sur les enjeux de défense et ceux ne relevant pas du domaine de la défense (éducation et environnement) ; et des tests de Levene pour comparer les variances. L'ensemble de ces tests ont été pondérés par les poids de redressement des échantillons.

Étude de chaque enjeu

Étant donné que notre échelle n'a que 6 points, l'analyse de chaque enjeu a été réalisée grâce à des tests non-paramétriques. Nous avons effectué des tests des rangs de Wilcoxon pour comparer les changements dans les moyennes. L'indice d'agrément de van der Eijk (2001), calculé à l'aide de la librairie R *Agrmt* (Ruedin, 2012), a ensuite été utilisé pour comparer les évolutions dans la distribution des réponses. Nous avons également utilisé la méthode de bootstrapping pour estimer la différence statistique entre ces valeurs et zéro (librairie R *Boot* ; Canty, 2002). Comme pour les analyses agrégées, l'ensemble de ces analyses ont été pondérées par les poids de redressement des échantillons.

Résultats

Variations dans les moyennes : intensification des perceptions

Nos analyses ont montré que, depuis le début de la guerre en Ukraine, les questions de défense sont perçues comme plus importantes pour la société ($b_{Vague} = 0.23 \pm 0.04$, $t(2020) = 5.20$, $p < .001$), plus intenses émotionnellement ($b_{Vague} = 0.28 \pm 0.05$, $t(2017) = 5.56$, $p < .001$) et plus concrètes ($b_{Vague} = 0.30 \pm 0.05$, $t(2018) = 6.05$, $p < .001$), et que les répondants se sentent plus concernés personnellement ($b_{Vague} = 0.38 \pm 0.06$, $t(2019) = 6.73$, $p < .001$). L'ampleur de ces augmentations était spécifique aux questions de défense par rapport aux enjeux d'éducation et d'environnement (importance perçue pour la société : $b_{Vague*TypeEnjeu} = 0.25 \pm 0.05$, $t(2133) = 5.15$, $p < .001$; charge émotionnelle perçue : $b_{Vague*TypeEnjeu} = 0.29 \pm 0.05$, $t(2092) = 6.04$, $p < .001$; caractère concret perçu : $b_{Vague*TypeEnjeu} = 0.17 \pm 0.05$, $t(2097) = 3.63$, $p < .001$; sentiment d'être concerné.e personnellement : $b_{Vague*TypeEnjeu} = 0.23 \pm 0.05$, $t(2120) = 4.23$, $p < .001$) (Figure 2).

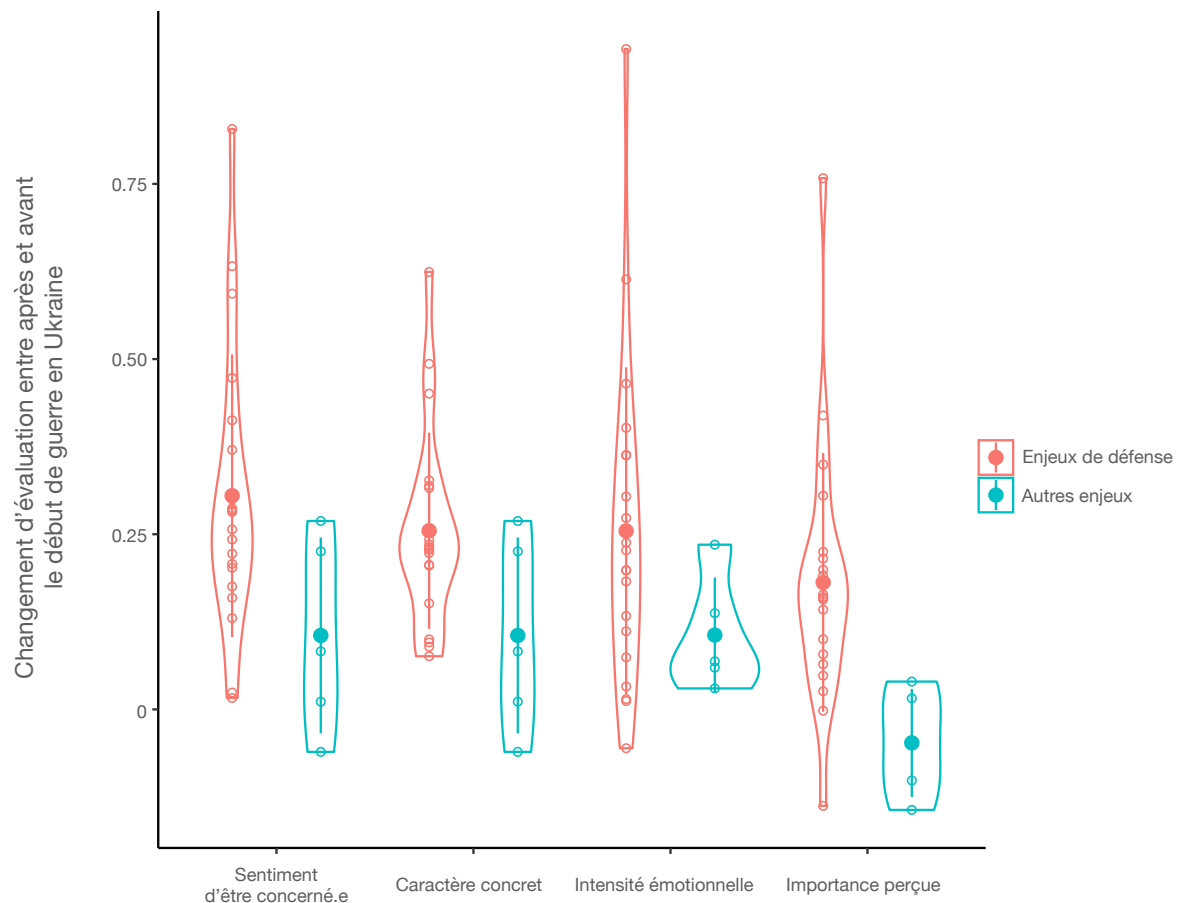


Figure 2. Changement d'évaluation entre les deux vagues d'enquête

Les enjeux de défense sont devenus plus intenses sur l'ensemble des dimensions que les enjeux d'écologie et d'éducation. Les points foncés correspondent aux valeurs agrégées sur l'ensemble des enjeux, la barre d'erreur indique la déviation standard, les points clairs indiquent les différences pour chaque enjeu.

Une analyse plus détaillée par enjeu a montré que ces augmentations concernaient certains enjeux spécifiques : les questions de coopération en matière de défense, les relations diplomatiques avec la Russie, la dissuasion nucléaire et la question des pertes civiles (tous les W s > 0.05 , tous les $ps < .001$; cf. Tableau 3). Il est important de noter que ces changements sont spécifiques à certains enjeux : d'autres enjeux de défense, comme la rémunération des forces armées, n'ont, eux, connu aucune évolution de leur perception moyenne (tous les $ps > .250$).

De même, les évolutions observées diffèrent selon les attributs. Ainsi, une grande majorité d'enjeux de défense est perçue comme concernant plus personnellement les répondants depuis le début de la guerre en Ukraine (18 enjeux sur 20), alors que seulement deux tiers des enjeux sont perçus comme plus importants pour la société (14 enjeux sur 20). Il apparaît ainsi que le début de la guerre en Ukraine est associé à une intensification de la perception de certains enjeux, mais que les enjeux ont également évolué de façon spécifique sur les différents attributs.

Tableau 3. Evolutions de la moyenne et de la distribution des différents enjeux sur les quatre dimensions

Pour chaque enjeu et chaque dimension les différences de moyenne et de distribution (niveau d'agrément) entre les mesures obtenues avant et après le début de la guerre en Ukraine sont indiquées. Les valeurs en gras sont les celles significativement différentes de 0 avec une valeur de p inférieure à 0.10. Les symboles indiquent le niveau de la p-valeur : ° p-valeur < .10, * p-valeur < .05, ** p-valeur < .01, *** p-valeur < .001. Ces p-valeurs ont été obtenues par le test des rangs de Wilcoxon pour les moyennes et par bootstrap pour les distributions.

Différence entre les deux vagues	Perception de l'enjeu comme émotionnellement intense		Importance perçue de l'enjeu		Sentiment d'être concerné.e		Perception de l'enjeu comme concret	
	Moyenne	Distribution	Moyenne	Distribution	Moyenne	Distribution	Moyenne	Distribution
Les dépenses publiques consacrées à la défense	0.08	0.07*	0.08	0.09***	0.27***	0.12***	0.28***	0.13***
Les coûts d'acquisition et d'entretien des équipements des forces armées	0.09	0.07*	0.17*	0.17***	0.37***	-0.03	0.25**	0.12***
La rémunération et les avantages sociaux des personnels des forces armées	-0.01	0.08*	0.08	0.10**	0.16*	-0.08*	0.12	0.05
Les coûts financiers du déploiement des troupes à l'étranger	0.24**	0.00	0.20*	0.12***	0.40***	-0.04	0.30***	0.10**
La coopération au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)	0.54***	-0.03	0.49***	0.05	0.73***	-0.15***	0.54***	0.01
La coopération en matière de défense au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU)	0.42***	0.02	0.36***	0.04	0.55***	-0.05	0.40***	0.02
La coopération européenne en matière de défense	0.37***	0.06°	0.29***	0.07**	0.52***	0.08*	0.33***	0.07*
Le maintien d'une industrie de défense nationale	0.23**	0.11**	0.23**	0.12***	0.37***	0.20***	0.31***	0.10**
Le commerce des armes	0.25***	0.08*	0.24**	0.12***	0.28***	-0.11**	0.23**	0.06
La dissuasion nucléaire	0.70***	0.28***	0.47***	0.20***	0.75***	0.24***	0.57***	0.24***
Les opérations de combat de haute intensité des forces armées	0.42***	0.17***	0.23**	0.10**	0.38***	-0.03	0.27***	0.04
Les missions humanitaires et en cas de catastrophe des forces armées	0.31***	0.15***	0.22**	0.11***	0.34***	0.13***	0.34***	0.08**
Les pertes civiles lors des opérations des forces armées	0.47***	0.19***	0.27***	0.11***	0.45***	0.19***	0.41***	0.19***
Les pertes militaires lors des opérations des forces armées	0.29***	0.13***	0.13	0.05°	0.25**	0.14***	0.31***	0.14***
Les forces armées en tant qu'employeur	-0.01	0.05	0.04	0.08*	0.05	-0.03	0.12	0.06°
Les conditions de déploiement des forces armées à l'étranger	0.20**	0.09**	0.23**	0.12***	0.33***	-0.05	0.25***	0.09**
Le service militaire	-0.13	0.07*	-0.14*	-0.02	-0.03	0.03	0.09	0.06°
Les actions du ministère des Armées en matière de cybersécurité	0.09	0.08*	0.08	0.04	0.27**	0.12**	0.17*	0.08**
Les intérêts stratégiques de la France en Afrique	0.14*	0.03	0.09	0.11**	0.24***	-0.11***	0.16*	0.03
Les relations diplomatiques et militaires avec la Russie	0.98***	0.02	0.82***	0.18***	0.93***	-0.14***	0.69***	0.00
Les dépenses publiques consacrées à l'environnement	-0.07	0.03	-0.02	-0.01	0.10	0.05	0.05	0.06°
La gestion et le recyclage des déchets	-0.13*	-0.05	-0.11*	-0.04°	-0.01	0.01	0.11	0.04
Les dépenses publiques consacrées à l'éducation nationale	0.07	0.00	0.09	0.03	0.34***	0.14***	0.15°	0.09**
La rémunération et les avantages sociaux des enseignants	0.06	0.01	0.06	0.01	0.28***	-0.12***	0.27***	0.08*
Les inégalités en matière d'éducation	0.01	0.02	-0.09	-0.04	0.05	0.02	0.06	0.04

Variations dans les distributions : contraction des perceptions

Nos analyses sur l'ensemble des enjeux agrégés ont révélé que seul le sentiment d'être personnellement concerné par les enjeux de défense était devenu plus homogène depuis le début de la guerre en Ukraine ($F(1116,1435) = 0.86, p = .003$), suggérant une évolution spécifique de cet attribut et des évolutions spécifiques des distributions des réponses.

De façon analogue, les distributions des perceptions des cinq enjeux ayant connu les plus importants changements depuis le début de la guerre en Ukraine ont elles aussi évolué de façon spécifique. Ainsi, les questions de dissuasion nucléaire et de pertes civiles ont connu une contraction de l'opinion autour de valeurs élevées, manifestée par un plus fort niveau d'agrément sur l'ensemble des attributs (toutes les valeurs de $p < .001$; cf. Figure 3). En revanche, les perceptions des enjeux de la coopération de défense au sein de l'ONU n'ont pas subi de modifications significatives de leur distribution (toutes les valeurs de $p > .106$; cf. Figure 3), révélant un déplacement homogène de l'opinion vers des perceptions plus intenses de ces enjeux sur tous les attributs. A l'inverse, la question des relations diplomatiques avec la Russie a, elle, connu des modifications spécifiques en fonction des attributs considérés. A la fois l'opinion s'est dilatée pour ce qui est de se sentir concerné personnellement par cet enjeu (différence d'agrément : $-0.14, p < .001$; cf. Figure 3), correspondant à une répartition plus homogène jusque dans les valeurs extrêmes en comparaison de ce qui était obtenu lors de l'enquête de juillet 2021 ; mais elle s'est également contractée pour ce qui est de trouver cet enjeu important (différence d'agrément : $0.18, p < .001$), et elle ne s'est pas modifiée pour ce qui est de trouver cet enjeu concret ou émotionnellement intense (toutes les valeurs de $p > .250$). Cette analyse illustre la possibilité d'observer des changements de moyenne et des changements de distribution, ou d'agrément-polarisation, de façon spécifique et indépendante. Ces variables fournissent ainsi des informations non-redondantes sur les changements d'opinion.

Par ailleurs, l'importance perçue du budget de la défense, qui n'a pas connu de changement au niveau de sa moyenne (différence moyenne entre les rangs : $0.01, t(1990) = 0.52, p > .250$), a connu une contraction de l'opinion, montrant un plus fort accord au sein de la société sur cet aspect (différence d'agrément : $0.09, p < .001$; cf. Figure 3). Ce dernier résultat souligne l'importance de prendre en compte ce type de variation dans l'analyse des changements d'opinion publique pour ne pas conclure de façon erronée à l'absence de modification de l'opinion publique. Ces analyses confirment l'importance de prendre en compte les distributions des réponses non seulement pour la description des jeux de données, mais également pour l'analyse des changements d'opinion.

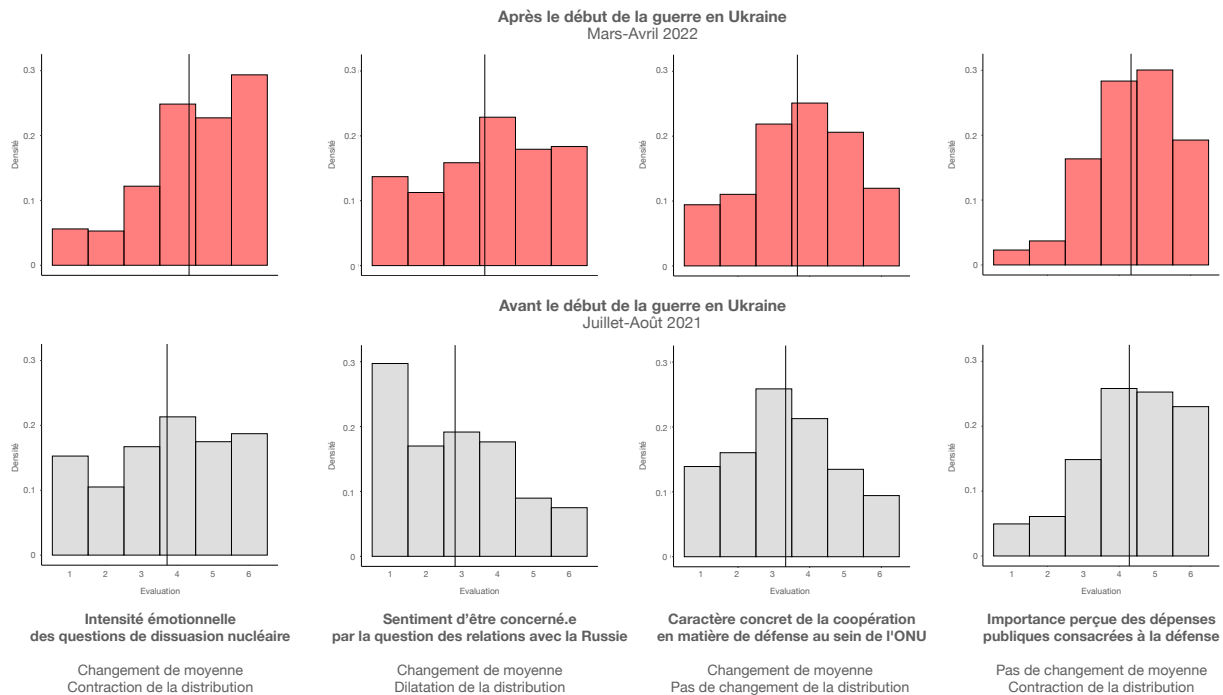


Figure 3. Exemples de différences observées depuis le début de la guerre en Ukraine

Selon les enjeux et les attributs, quatre types de différence ont été observés : un changement de moyenne associé à une contraction de la distribution (ex : intensité émotionnelle des questions de dissuasion nucléaire), un changement de moyenne associé à une dilatation de la distribution (ex : sentiment d'être concerné.e par les relations avec la Russie), un changement de moyenne sans changement de distribution (ex : le caractère concret de la coopération en matière de défense au sein de l'ONU) et une contraction de la distribution sans changement de moyenne (ex : importance perçue des dépenses publiques consacrées à la défense). Les histogrammes représentent la distribution des données (en gris pour les données collectées avant le début de la guerre en Ukraine et en rouge pour celles collectées après le début de la guerre en Ukraine). La barre noire indique la moyenne de chaque mesure.

Variations dans les non-réponses : volonté de répondre et cohérence

Afin d'obtenir le tableau le plus complet possible des changements de perceptions des enjeux de défense en France depuis le début de la guerre en Ukraine, nous avons également analysé les évolutions des non-réponses. Notre étude portant sur les perceptions et donc sur le ressenti des participants (plutôt que sur leur niveau de connaissance des enjeux), les participants avaient la possibilité de choisir l'option « je ne vois pas à quoi cet enjeu fait référence ». Cette option de non-réponse indique, a priori, un réel manque de connaissance. Néanmoins, tous les enjeux étaient présentés aux participants pour chaque attribut indépendamment de leurs réponses sur les attributs précédents. Ainsi, même si un répondant avait indiqué ne pas comprendre un enjeu lors des évaluations sur un premier attribut, cet enjeu était représenté pour les évaluations sur tous les attributs suivants. L'analyse des non-réponses nous permettait ainsi d'estimer non seulement le degré de connaissance, ou la volonté de répondre, des répondants sur chacun des enjeux, mais également la cohérence de leurs réponses entre les enjeux. En particulier, un enjeu sur lequel les

répondants ont fourni une évaluation ne devrait pas par la suite être identifié comme non connu ou non compréhensible par les répondants.

L'analyse des non-réponses a montré principalement une diminution de leur taux sur la coopération au sein de l'OTAN (diminuant de 8,5% à 5% après le début de la guerre en Ukraine) et des relations diplomatiques avec la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine (diminuant de 6% à 3,5%), confirmant ainsi des effets d'information prévisibles. D'autre part, la proportion de réponses incohérentes a diminué sur la question de la coopération au sein de l'OTAN (passant de 3% à 1,5%), mais aussi de la coopération au sein de l'ONU (passant de 3% à 1,5%) et de la dissuasion nucléaire (passant de 3,5% à 1%), suggérant une attention plus soutenue des répondants pour ces enjeux depuis le début de la guerre en Ukraine. Le caractère spécifique de cette diminution suggère un lien entre le contexte et la façon dont les participants abordent le questionnaire et ses questions spécifiques – qu'elle soit due à une volonté d'indiquer ses perceptions de ses enjeux sur toutes les dimensions, ou simplement une attention plus grande donnée aux réponses à ces questions étant donné leur traitement médiatique.

Conclusion

L'analyse des perceptions des enjeux de défense en France avant et après le début de la guerre en Ukraine a montré l'importance d'analyser les moyennes et les grandes tendances, mais aussi les limites d'une telle démarche qui ne permet pas de mettre en évidence les changements dans la distribution des réponses. En effet, en parallèle d'une intensification globale de la perception des enjeux de défense aussi bien sur leur charge émotionnelle, leur importance perçue pour la société, leur caractère concret et le sentiment des répondants d'être concernés personnellement par ces enjeux, la perception des enjeux de défense s'est dans l'ensemble contractée autour de valeurs hautes à la suite du début de la guerre en Ukraine ; le taux de non-réponses ainsi que l'incohérence des non-réponses ont aussi diminué. L'analyse précise par enjeu a souligné la pertinence d'étudier l'évolution des attitudes, perceptions et opinions publiques et le caractère non-redondant des informations fournies par l'analyse des moyennes, des distributions et des taux de non-réponses, notamment en mettant en évidence des changements spécifiques sur la distribution de l'opinion sans changement sur les évaluations moyennes.

Appliquée à notre cas d'étude de l'évolution des perceptions des enjeux de défense, l'analyse des moyennes a révélé des effets d'information attendus, avec une progression des résultats sur les différents attributs : une majorité des enjeux sont désormais perçus comme plus

concrets et les répondants se sentent davantage concernés personnellement ; dans une moindre mesure, de nombreux enjeux sont également notés comme plus intenses émotionnellement ou importants pour la société. Les enjeux qui ont particulièrement gagné en visibilité avec la guerre ont évolué sur les quatre dimensions testées (charge émotionnelle, importance pour la société, perception de l'enjeu comme concret, sentiment d'être concerné.e personnellement), à savoir : les questions de coopération internationale (au sein de l'OTAN, de l'ONU et de l'UE), la dissuasion nucléaire, les pertes civiles et les relations avec la Russie. Néanmoins, on observe aussi l'absence d'effet sur la perception d'autres enjeux majeurs comme la cybersécurité, pourtant très commentée dans la stratégie militaire de la Russie (quoique moins commentée dans son offensive en Ukraine). Dans ce cadre, l'analyse des distributions a permis de mettre en évidence des effets d'information, encore trop peu commentés dans la littérature d'après nos connaissances, qui se traduisent ici par une contraction de l'opinion à la suite du début de la guerre en Ukraine. Ce phénomène permet de montrer un mouvement de consensus de certaines attitudes – même sans changement de moyenne – comme c'est le cas pour les enjeux de cybersécurité (leur caractère émotionnel et le fait qu'ils concernent les participants) mais aussi pour les questions relatives au traitement du personnel des armées (traitement et avantages sociaux, conditions de déploiement à l'étranger et pertes lors des opérations). De façon particulièrement intéressante, ce processus de renforcement du consensus apparaît aussi spécifique que les changements de moyenne. Ainsi ces deux phénomènes peuvent évoluer indépendamment l'un de l'autre : certains changements de moyenne ne s'accompagnent pas d'une augmentation du taux d'accord entre les participants (comme c'est par exemple le cas pour la question de la coopération au sein de l'ONU). Enfin, pour ce qui est de l'évolution des non-réponses entre les deux enquêtes, on note là encore que ce sont sur les enjeux rendus les plus visibles par la guerre en Ukraine – la coopération au sein de l'OTAN, les relations diplomatiques avec la Russie et la dissuasion nucléaire – qu'on observe une diminution de leur taux et de leur incohérence. Ceci tend à confirmer un effet d'information qui a réduit l'incertitude des répondants sur ces questions.

Il est intéressant de s'interroger sur les causes de ces évolutions des moyennes indépendamment des distributions et inversement. Le fait que ce processus ne touche pas uniquement les sujets les plus visibles depuis le début de la guerre en Ukraine suggère qu'il ne s'agit pas forcément d'un effet d'exposition à l'information en général. Néanmoins, il est possible que les informations sur ces sujets précis soient plus homogènes que sur des sujets plus commentés dans le cadre de la guerre en Ukraine. Toutefois, il est également possible qu'il s'agisse d'un effet de contexte : la guerre en Ukraine, comme tout contexte de crise, pourrait favoriser le consensus

sur les questions liées à la gestion du conflit. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre ce phénomène.

Deux limites majeures de notre étude sont néanmoins à signaler. Dans cette étude nous avons utilisé une mesure du niveau d'agrément pour l'analyse des distributions, mais d'autres indices d'agrément existent également (Bauer, 2019). Ainsi, il convient d'étudier les différentes possibilités pour choisir le meilleur indice selon le mode de réponse proposé dans l'enquête, mais aussi selon l'objectif visé (mesure de consensus ou de différentes formes de polarisation par exemple). D'autre part, il est nécessaire de relativiser les changements observés en fonction des échelles utilisées et des valeurs initiales. Par exemple, une augmentation de la dispersion peut refléter que des valeurs extrêmes sont préférées à une extrémité de l'échelle plutôt que refléter une dispersion homogène à partir du centre de l'échelle. Enfin, l'analyse des non-réponses apparaît également une voix particulièrement prometteuse pour enrichir l'analyse de l'évolution des attitudes. Toutefois, dans notre étude le faible nombre de non-réponses limite les possibilités d'interprétation de ces données.

D'autre part, notre étude cherche à illustrer le potentiel intérêt de ce type de mesures – notamment les mesures d'agrément – en se concentrant sur le cas spécifique des questions de défense. Nous devons cependant reconnaître que les enjeux de politique étrangère et militaires ont un statut particulier par rapport à d'autres politiques publiques. En effet, ces enjeux sont généralement perçus comme moins saillants que les enjeux domestiques. Bien qu'elle soit au cœur de la souveraineté de nos Etats modernes, la défense est rarement débattue dans l'espace public : elle est souvent considérée comme une politique à part, caractérisée par un manque de transparence, les gouvernements tentant de garder les parlements (et le public) à l'écart (Vanhoonacker et Pomoraska 2013). C'est d'autant plus le cas en France qu'elle relève du domaine réservé du pouvoir exécutif qui en a le monopole, et ce malgré l'évolution constitutionnelle de 2008 donnant un droit d'information au Parlement. En outre, certains enjeux de défense sont encore moins saillants que d'autres : les opérations des forces armées en temps de guerre ou de crise attirent plus l'attention médiatique que les questions de budget et d'armement, qui sont elles-mêmes plus visibles que celles sur le recrutement des personnels militaires par exemple.

Néanmoins, cette étude illustre la façon dont les attitudes peuvent changer de façon spécifique du point de vue de leur distribution suite à un événement majeur. Par conséquent, nous montrons que l'analyse de ce type de variable peut permettre une meilleure compréhension des dynamiques de l'opinion, des attitudes, des préférences et des comportements. Ce faisant, elle enrichit l'analyse des conséquences des politiques publiques, mais aussi de la façon dont les politiques publiques devraient prendre en compte l'opinion publique dans sa diversité. Intégrer

cette dimension est non seulement essentiel du point de vue de la compréhension de la dynamique de l'opinion et de l'effet de crises aiguës mais aussi du point de vue de la justice politique, si on considère que le gouvernement doit répondre à l'opinion de tous.

Bibliographie

- Aldrich, John H. et al. 2006. « Foreign Policy and the Electoral Connection ». *Annual Review of Political Science* 9(1): 477-502.
- Aldrich, John H., John L. Sullivan, et Eugene Borgida. 1989. « Foreign Affairs and Issue Voting: Do Presidential Candidates “Waltz Before a Blind Audience?” » *American Political Science Review* 83(1): 123-41.
- Almond, Gabriel A. 1950. *The American People and Foreign Policy*. Westport, Conn: Praeger Publishers Inc.
- Althaus, Scott L. 1998. « Information Effects in Collective Preferences ». *The American Political Science Review* 92(3): 545-58.
- . 2003. *Collective Preferences in Democratic Politics: Opinion Surveys and the Will of the People*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bauer, Paul C. 2019. « Conceptualizing and Measuring Polarization: A Review ». <https://osf.io/preprints/socarxiv/e5vp8/>.
- Brehm, John O. 1993. *The Phantom Respondents: Opinion Surveys and Political Representation*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Brouard, Sylvain, Pavlos Vasilopoulos, et Martial Foucault. 2018. « How terrorism affects political attitudes: France in the aftermath of the 2015–2016 attacks ». *West European Politics* 41(5): 1073-99.
- Burstein, Paul. 2010. « Public Opinion, Public Policy, and Democracy ». In *Handbook of Politics: State and Society in Global Perspective*, éd. Kevin T. Leicht et J. Craig Jenkins. New York, NY: Springer, 63-79.
- Canty, Angelo J. 2002. « Resampling methods in R: the boot package ». *The Newsletter of the R Project Volume*, 2(3), 2-7.
- Carpini, Michael X. Delli, et Scott Keeter. 1997. *What Americans Know about Politics and Why It Matters*. New Haven: Yale University Press.
- Converse, Philip E. 1964. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics ». In *Ideology and Discontent*, éd. David'E. Apter. New York, NY: Free Press, 206-61.
- Drezner, Daniel W. 2008. « The Realist Tradition in American Public Opinion ». *Perspectives on Politics* 6(1): 51-70.
- Durand, Richard M., et Zarrel V. Lambert. 1988. « Don't Know Responses in Surveys: Analyses and Interpretational Consequences ». *Journal of Business Research* 16(2): 169-88.
- Eisinger, Robert M. 2008. « The Use of Surveys by Governments and Politicians ». In *The SAGE Handbook of Public Opinion Research*, London, U.K.: SAGE Publications Ltd, 487-95.
- Gilens, Martin. 2001. « Political Ignorance and Collective Policy Preferences ». *The American Political Science Review* 95(2): 379-96.

- Glynn, Carroll J., Susan Herbst, Garrett J. O’Keefe, et Robert Y. Shapiro. 1999. *Public Opinion*. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Grichting, Wolfgang L. 1994. « The meaning of “I don’t know” in opinion surveys: Indifference versus ignorance ». *Australian Psychologist* 29(1): 71-75.
- Holsti, Ole R. 1992. « Public Opinion and Foreign Policy: Challenges to the Almond-Lippmann Consensus ». *International Studies Quarterly* 36(4): 439-66.
- . 2004. *Public Opinion and American Foreign Policy*. Revised edition. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Hubé, Nicolas. 2008. *Faut-il croire les sondages ?* Bordeaux: Éditions Prométhée.
- Hurwitz, Jon, et Mark Peffley. 1987. « How Are Foreign Policy Attitudes Structured? A Hierarchical Model ». *American Political Science Review* 81(4): 1099-1120.
- La Balme, Natalie. 2002. *Partir en guerre : Décideurs et politiques face à l’opinion publique*. Paris: Autrement.
- Lehingue, Patrick. 2007. *Subunda : Coups de sonde dans l’océan des sondages*. Bellecombe-en-Bauges: Editions du Croquant.
- Lupia, Arthur, et Mathew D. McCubbins. 1998. *The Democratic Dilemma: Can Citizens Learn What They Need to Know?* Cambridge, U.K. ; New York: Cambridge University Press.
- Page, Benjamin I., et Robert Y. Shapiro. 1992. *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans’ Policy Preferences*. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Price, Vincent, et Peter Neijens. 1997. « Opinion Quality in Public Opinion Research ». *International Journal of Public Opinion Research* 9(4): 336-60.
- Purdam, Kingsley, Joseph Sakshaug, Mollie Bourne, et David Bayliss. 2020. « Understanding ‘Don’t know’ answers to survey questions - an International comparative analysis using interview paradata ». *Innovation: The European Journal of Social Science Research* 0(0): 1-23.
- Richter, Friederike. 2022. « Guns versus butter : the politics of attention in defence policy ». Thèse de doctorat. Sciences Po. <https://www.theses.fr/2022IEPP0012>.
- Ruedin, Didier. 2021. « An introduction to the R package Agrmt. Package ». At <https://CRAN.R-project.org/package=agrmt>.
- Serricchio, Fabio, Myrto Tsakatika, et Lucia Quaglia. 2013. « Euroscepticism and the Global Financial Crisis* ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* 51(1): 51-64.
- Shapiro, Robert Y., et Benjamin I. Page. 1988. « Foreign Policy and the Rational Public ». *The Journal of Conflict Resolution* 32(2): 211-47.
- Singer, Eleanor. 2006. « Introduction: Nonresponse Bias in Household Surveys ». *Public Opinion Quarterly* 70(5): 637-45.
- Sinnott, Richard. 2000. « Knowledge and the Position of Attitudes to a European Foreign Policy on the Real to Random Continuum ». *International Journal of Public Opinion Research* 12(2): 113-37.
- Sniderman, Paul. 1998. « Les nouvelles perspectives de la recherche sur l’opinion publique ». *Politix. Revue des sciences sociales du politique* (41): 123-75.
- Thiébaud, Cyrille. 2015. « Opinions, information et réception : la réactivité du public français aux représentations médiatiques de l’Europe de la défense (1991-2008) ». Thèse de doctorat. Paris 1. <https://www.theses.fr/2015PA010332>.

- Van Der Eijk, Cees. 2001. « Measuring Agreement in Ordered Rating Scales ». *Quality and Quantity* 35(3): 325-41.
- Vanhoonacker, Sophie, et Karolina Pomorska. 2013. « The European External Action Service and agenda-setting in European foreign policy ». *Journal of European Public Policy* 20(9): 1316-31.